
HYDERABAD — Réunion du groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies

Jeudi 3 novembre 2016 – 09h30 à 10h30 IST

ICANN57 | Hyderabad, Inde

PERSONNE NON IDENTIFIÉE: Jeudi 3 novembre 2016, hall 4, groupe du GAC sur les régions faiblement desservies.

ALICE MUNYUA:

Bonjour à tous. Je m'appelle Alice Munyua. Je représente la Commission de l'Union africaine. Pua Hunter des Iles Cook. Ce groupe travaille sur les régions faiblement desservies. Je vous rappelle qu'il s'agissait avant d'un groupe du GAC dont le nom a été changé. Nous avons donc parlé avant de ces questions. Les thèmes de référence, le mandat de ce groupe: vous les trouverez sur le site web.

Nous allons tout d'abord parler donc du plan de travail de ce groupe, car le GAC doit l'approuver pendant cette réunion. Nous avons donc partagé ce document sur la liste de diffusion du groupe. Nous avons reçu certains commentaires, et en réponse à ces commentaires, nous avons changé notre plan de travail, certains aspects de ce plan de travail. Je vais donc passer en revue ce travail de manière très rapide.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Il y a apparemment un problème avec les diapos.

Donc, tout d'abord, nous avons essayé d'avoir une définition, pour ce qu'on veut dire par sous-région. Nous avons adopté la définition des Nations Unies, et donc le groupe de travail dans notre contexte en particulier, à savoir le GAC, est celui des régions faiblement desservies, qui se trouvent dans des pays en développement – les îles dans les régions d'Afrique, l'Asie Pacifique et les Caraïbes. Nous allons donc passer en revue ce document. Je vais passer... Donc, on va voir le plan de travail et je vais vous donner la parole à la fin pour que vous fassiez vos commentaires. Ce plan a été adopté, devra être adopté, donc nous espérons que vous allez... qu'on pourra atteindre l'objectif d'arriver à un accord par rapport à ce qu'est une région faiblement desservie.

Nous avons donc mené une enquête sur les ccTLD qui a été présentée. Il y a eu des discussions à Helsinki. Je ne suis pas sûre si nous avons l'intention de continuer cette enquête et de mettre en place une nouvelle enquête dans l'avenir.

Nous proposons, sur le point numéro 4, je pense que c'est trop petit et qu'on n'arrive pas à lire la diapo. Nous essayons d'identifier donc les besoins de ces pays faiblement desservis et nous essayons donc de développer des moyens pour augmenter la représentation de ces régions faiblement desservies. Nous

mettons en place une enquête pour savoir quels sont les obstacles à la participation de ces pays, non seulement au sein du GAC, mais aussi à tous les processus de participation de l'ICANN, notamment les processus, les groupes intercommunautaires qui ont été formés et qui s'occupent des dossiers de politiques.

Nous proposons donc de discuter avec les différents groupes de l'ICANN, y compris les groupes de soutien aux ccTLD. Et pour ce faire, nous avons eu des discussions avec les différents vice-présidents régionaux, avec les équipes qui s'occupent de la relation avec les gouvernements, ainsi qu'avec les autres groupes tels que l'Université, etc. pour voir si l'on peut mettre en place des stages de renforcement des capacités pour les pays faiblement desservis. Il y aura, dans le cadre de notre réunion, une séance de renforcement des capacités pour la région Asie Pacifique et en janvier 2017, nous envisageons de mettre en place une séance de renforcement des capacités au bureau de l'ICANN à Nairobi. Il y aura donc une séance de renforcement des capacités pour la région africaine ainsi que des activités de sensibilisation par rapport à ce stage.

En ce qui concerne l'équipe dirigeante de l'ICANN, nous avons donc eu...Pardon, l'équipe dirigeante du GAC. Nous essayons de comprendre quels sont les obstacles que peuvent rencontrer ces pays au niveau des déplacements. Nous essayons d'obtenir un

soutien pour les déplacements des représentants de ces régions faiblement desservies.

En ce qui concerne la révision de l'industrie des noms de domaine, y compris les opérateurs de registres et les bureaux d'enregistrement, il y a des études en cours qui ont été mises en place pour voir quelle a été la participation de ces régions dans les processus liés aux nouveaux gTLD et aux différents groupes intercommunautaires qui ont été créés. Nous avons l'activité 8.8, le groupe de travail sur la révision des nouveaux gTLD. Nous attendons donc les conclusions de ce groupe de travail, qui seront partagées. Et, à ce moment-là, nous connaissons quelles ont été les difficultés par rapport à ce processus.

Nous proposons d'aller un peu plus loin et de parler avec les différentes sous-régions, les représentants du GAC, pour voir quelles ont été vraiment ces difficultés de participation.

En ce qui concerne les frais provenant des enchères, le groupe qui travaille sur cette question – ce groupe de travail qui travaille sur justement le produit des enchères, la vente aux enchères, Olga pourra peut-être nous en parler plus tard.

J'ai parlé d'une enquête qui pourrait être mise en place pour comprendre quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les membres des sous-régions. Il y aura donc une séance cette semaine par rapport à la région de l'Asie Pacifique.

Nous allons poser des questions par rapport aux difficultés auxquelles ils sont confrontés et Julia va nous aider à développer donc un document pour essayer de répondre à ces questions. De manière générale, également, ce plan de travail, son objectif c'est d'essayer d'augmenter la participation des membres des régions faiblement desservies, non seulement pour un renforcement des capacités, mais aussi pour essayer de faire en sorte que ces groupes puissent participer à tous les processus mis en place par l'ICANN et aux processus de développement de politiques.

J'avais deux ou trois questions qui sont venues des membres du groupe de travail. Une question concernant le fait de pouvoir établir une déclaration formelle du groupe de travail. Nous avons donc supprimé cette suggestion parce que cela ne fait pas partie des objectifs de ce plan de travail. Et ensuite, le renforcement des capacités a été séparé parce qu'il s'agit d'activités différentes. Il y a d'un côté une enquête qui doit être mise en place au préalable pour comprendre où est-ce qu'on doit mettre nos efforts au niveau des stages de renforcement des capacités. Et voilà, c'est deux éléments séparés Merci. Je vais donner la parole à ma collègue.

PUA HUNTER : Bonjour à tous. Pua Hunter Je viens des Iles Cook. Je représente les Iles Cook. Notre plan de travail est un document évolutif comme vous pouvez le voir. Nous avons encore des éléments à introduire, des éléments qui sont soumis à des discussions. Vous voyez qu'il y a donc des colonnes qui devront être complétées avant notre prochaine réunion à Copenhague. Cependant, nous voudrions d'ores et déjà savoir ce que vous en pensez, voir s'il y a des commentaires de votre part. Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA: J'aimerais que Julia nous parle un petit peu du travail qui est fait pour soutenir, non seulement les membres du groupe de travail qui travaille sur les régions faiblement desservies, mais le travail de soutien aux membres du GAC. Julia, s'il vous plait.

JULIA CHARVOLEN: Oui. Il y a un point du plan de travail qui parle du développement d'un plan pour les nouveaux arrivants au GAC. Nous aimerions pouvoir faire en sorte qu'un membre d'une région faiblement desservie puisse travailler avec moi, dans ce plan qu'on est en train de développer pour les nouveaux arrivants Nous savons que la GNSO a travaillé dans des projets pour les nouveaux arrivants et donc nous vous invitons à participer à ce nouveau projet que nous préparons pour les nouveaux arrivants.

ALICE MUNYUA:

Merci Julia. La proposition est d'avoir deux membres de chaque région au moins pour essayer de réfléchir à des questions qui pourraient être utiles pour les nouveaux arrivants, afin qu'ils puissent mieux comprendre les processus du GAC et les processus de l'ICANN. Donc, vous êtes invités à travailler avec Julia pour essayer de travailler à ce document, qui sera adressé aux nouveaux arrivants. Nous sommes ouverts à vos questions, commentaires ou propositions. Vous avez la parole.

ROYAUME-UNI:

Merci Alice. Merci Julia et Pua pour cette présentation et pour ce point que vous nous avez présenté par rapport au travail du groupe de travail et à sa mission pour améliorer la participation aux processus de l'ICANN et promouvoir une meilleure compréhension du travail de l'ICANN. Cela est très important au niveau des sous-régions, car ces efforts vont aboutir à une plus grande diversité de participation au travail de l'ICANN. Le groupe de travail CCWG sur la responsabilité consacre une importance, consacre beaucoup d'importance à cette évolution de l'ICANN. Et le GAC et ses membres : 168 membres plus les commissions africaines, deux commissions européennes. Pardon, la Commission européenne et la Commission de l'Union

africaine. Ce document donc qui essaie de couvrir toutes ces questions est très apprécié.

J'ai une suggestion en ce qui concerne les activités de sensibilisation, à savoir le travail de ce groupe pourrait être présenté dans des forums internationaux et nationaux – les forums de gouvernance de l'Internet, FGI. Car ces forums prévoient des renforcements des capacités et cela correspond exactement au rôle des FGI nationaux et régionaux, à savoir augmenter la participation, augmenter la compréhension par rapport à certains processus généraux et particuliers concernant le système des noms de domaine, les registres, etc. Ce groupe de travail avance dans son travail. Je suggère qu'on identifie des opportunités au niveau régional ou au niveau national, comme c'est le cas des FGI, pour présenter ce travail et pour inviter les parties prenantes de ces communautés à nous aider et à augmenter la représentation régionale au sein du GAC. Voilà ma proposition. Merci.

PUA HUNTER:

Merci au Royaume-Uni. En ce qui concerne la piste de travail numéro 2 du CCWG, je pense qu'il n'y a pas beaucoup de participants des sous-régions dans ce CCWG et cela est dû au manque de capacité. Donc, votre suggestion est tout à fait pertinente et on en prend note : essayer d'identifier donc des

opportunités de renforcement des capacités au niveau régional et national.

ALICE MUNYUA: Indonésie.

INDONÉSIE: Merci Alice. Dans plusieurs régions, nous avons déjà des centres de représentation de l'ICANN comme c'est le cas à Singapour, quartier général de l'ICANN. L'idée est d'essayer de renforcer donc le soutien qui est assuré par ces centres régionaux de l'ICANN. En Indonésie, par exemple, nous avons des réunions, des forums consacrés à l'Internet. Nous avons organisé le forum IETF en Indonésie et c'est très utile. Ça serait très utile que les représentants de l'ICANN à Singapour puissent participer à cette réunion, et non seulement à cette réunion, mais d'autres réunions.

Ce que je propose est quelque chose de très simple. Comment ce quartier général de l'ICANN à Singapour pourrait soutenir donc les efforts de la région sur cette question? Pour l'Indonésie, nous voudrions donc voir comment le quartier général de l'ICANN à Singapour pourrait soutenir nos efforts dans les différentes activités qui sont organisées par rapport aux gTLD, aux points différents, gTLD, etc.

ALICE MUNYUA: Je pense que nous avons le vice-président de la région Asie Pacifique. Il pourra peut-être vous répondre.

JIA-RONG LOW: Bonjour. Merci. Je suis Jia-Rong. Je suis vice-président régional de la région Asie Pacifique. Je voudrais répondre aux commentaires qui ont été faits. Dans le quartier général de l'ICANN de l'Asie Pacifique, nous essayons de travailler avec tous les pays qui sont dans notre région. Dans la mesure du possible, nous essayons d'organiser des partenariats avec la communauté locale, que ce soit pour travailler, par exemple, avec nos membres du GAC ou bien avec d'autres parties prenantes en fonction de leur besoin. Par exemple, s'il y a une conférence qui est organisée et qu'il y a le besoin d'avoir une séance de renforcement des capacités concernant des sujets techniques, c'est là que nous essayons de fournir notre soutien en organisant des séances de renforcement des capacités.

Nous avons été informés par rapport au FGI qui sera organisé en Indonésie et nous souhaitons y participer.

Personnellement, nous essayons de travailler avec toutes les parties prenantes. J'espère que nous allons pouvoir renforcer cette collaboration dans l'avenir. L'Indonésie est un pays qui est

très grand. Je comprends tout à fait [Inaudible] vos inquiétudes. Et comme je vous l'ai dit à plusieurs reprises, nous sommes tout à fait engagés en faveur de cette participation pour essayer d'aider les différentes parties prenantes et essayer d'apporter nos connaissances par rapport au fonctionnement du DNS, aux processus qui ont lieu en Indonésie.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup. Y a-t-il d'autres commentaires ? Manal.

ÉGYPTE:

Merci Alice. Merci pour le travail qui a été fait par les co-présidents et par Julia.

Tout d'abord, permettez-moi de vous dire que le premier commentaire a été fait par le Royaume-Uni et non pas par l'Ukraine, parce que dans la transcription, on lisait Ukraine. Voilà la première remarque que je voulais faire.

Ensuite, je serais ravie de participer ou d'aider Julia dans ce projet sur les nouveaux arrivants. Je me porte volontaire pour travailler avec vous, Julia. Nous pourrions également parler avec les nouveaux arrivants pour voir quel est leur avis.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, j'ai participé à la stratégie du Moyen-Orient et des pays voisins, qui a abouti à la création du Centre d'entrepreneuriat du Moyen-Orient, établi notamment pour servir l'Afrique et le Moyen-Orient – aider donc ces régions à encourager l'industrie du DNS et avoir un écosystème de l'Internet plus sain.

Nous serons ravis donc de participer à cette recherche par rapport aux besoins des différentes régions en matière de renforcement des capacités, que ce soit au niveau technique, au niveau des politiques, etc.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup, Manal. Nous allons donc revenir sur la possibilité de travailler avec ce centre d'entrepreneuriat. Merci de participer. L'idée de ce plan, qui est élaboré pour les nouveaux arrivants, c'est d'essayer de les aider, parce que par exemple, il y a toujours des inquiétudes par rapport aux acronymes, aux difficultés auxquelles sont confrontés les nouveaux arrivants. Nous essayons donc de mettre en place un document où ces acronymes soient expliqués ainsi que les différentes politiques. Je pense que les membres qui sont déjà au GAC depuis longtemps pourront nous aider à finaliser donc ce travail avant l'atelier qui sera organisé en Afrique.

Y a-t-il d'autres commentaires ?

Oui, s'il vous plait.

CHINE:

Guo Feng de la Chine.

Tout d'abord, je tiens à remercier les co-présidentes et les membres de ce groupe d'avoir préparé ce document aussi complet. J'ai une question. Je pense que pour renforcer la participation des régions faiblement desservies, un élément très important - quand on passe en revue les onze éléments du document, cet élément est le fait de savoir si on pourrait demander aux économies ou aux pays qui ne sont pas représentés dans le GAC, si on peut les inviter à participer à l'élaboration des politiques.

Je pense que cet élément est un élément concret. C'est une action concrète que nous pouvons mettre en place pour faciliter la représentation des sous-régions, des régions faiblement desservies.

Je suggère donc l'inclusion de cet élément dans le plan de travail.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci la Chine. Je suis tout à fait d'accord avec vous. C'est un élément que nous allons inclure, que nous devrions inclure, à savoir travailler en collaboration avec les différents gouvernements et le groupe de l'ICANN qui se charge de la relation avec les gouvernements – le GSE. Donc, nous allons essayer d'inclure cet élément et voir comment nous pouvons travailler avec ces groupes pour inviter les pays, les membres et les régions qui ne sont pas représentées au sein du GAC.

CTU:

Bonjour. Nigel, de la délégation de l'Union des télécommunications des Caraïbes.

La CTU souhaite soutenir les gouvernements dans toutes les questions relatives aux TIC, y compris les questions relatives à l'ICANN. L'idée, c'est de soutenir la participation de tous les gouvernements, ceux qui participent et ceux qui ne participent pas aux réunions.

Nous avons donc fait des commentaires pour ce groupe qui se charge des régions faiblement desservies et nous aimerions également participer au groupe qui travaille sur les nouveaux arrivants.

La Commission des Caraïbes organise aussi des forums sur la gouvernance de l'Internet aux Caraïbes, et ce serait intéressant

de pouvoir tirer profit de cette opportunité, dans la région des Caraïbes, pour impliquer le GAC dans ce travail.

Nous l'avons fait, mais si vous avez d'autres idées qui peuvent nous aider, elles seraient les bienvenues, car on pourrait diffuser d'autres informations à l'occasion de ces forums

Merci.

PUA HUNTER : Merci Nigel de ces informations. Il est très utile de savoir que les régions des Caraïbes peuvent participer, que la région des Caraïbes peut participer aussi.

ALICE MUNYUA: Le Royaume-Uni.

ROYAUME-UNI: J'aimerais soutenir ce lien ou cette relation qui doit être renforcée avec l'équipe de l'ICANN chargée de la relation avec les parties prenantes mondiales. Je pense que c'est une relation qui est très importante, un lien qui doit être renforcé.

Un point par rapport au travail de ce groupe, GSE. J'étais un peu frustré de voir que nous obtenons des rapports par rapport à

leur travail, mais nous ne savons pas ce qui a été dit à qui et quels sont les objectifs.

Je pense que le travail du groupe sur les régions faiblement desservies pourraient servir à ce groupe – le GSE – à établir quels sont les objectifs des différentes régions faiblement desservies, s’il s’agit d’une île par exemple ou un pays en développement, ou un État de l’Afrique, afin de savoir s’il y a des objectifs en termes de renforcement des capacités et je voulais signaler cela.

J’ai dit, j’ai déjà dit à plusieurs reprises qu’il faut savoir ce qu’ils font dans chaque pays, notamment dans des pays où il n’y pas de représentant au sein du GAC. Voilà. Ma contribution.

PUA HUNTER:

Merci le Royaume-Uni. J’en prends note. Au lieu de l’Ukraine, je dis Royaume-Uni. Je pense que cela va être corrigé dans les transcriptions. Je suis tout à fait d’accord avec ce que vous venez de dire en ce sens que le renforcement des capacités dans ces régions faiblement desservies doit répondre à des objectifs. Car je dis toujours une chose, c’est de renforcer les capacités et une autre chose, c’est de savoir si ce renforcement des capacités aura les effets souhaités ou escomptés. Je suis donc d’accord pour identifier quels sont les besoins de ces pays faiblement desservis afin de cibler les renforcements des capacités.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Oui, c'est une question très importante, celle qui a été soulevée, à savoir le travail du GSE et comment ce travail peut servir aux régions faiblement desservies. Nous avons plusieurs... Nous avons eu des réunions à Helsinki et j'espère que nous en aurons d'autres pour voir comment leur travail peut être inclus dans le travail de ce groupe de travail sur les régions faiblement desservies pour être sûr que les objectifs soient atteints.

J'ai Rachel ici qui pourrait faire des commentaires par rapport à cela.

ANNE-RACHEL INNE:

Bonjour. Je suis Anne-Rachel Inne. Je travaille avec l'équipe qui est chargé de la relation avec les parties prenantes mondiales et avec les parties prenantes gouvernementales.

Je réponds au commentaire du Royaume-Uni. Je veux vous rassurer sur le fait que le seul objectif de notre groupe est de travailler non seulement au niveau international et mondial, mais aussi au niveau des pays qui ne sont pas représentés au sein du GAC, pour essayer de nous assurer qu'ils comprennent quels sont les enjeux pour eux et l'intérêt pour eux que peut

représenter le fait de participer au GAC. Après, ils sont libres de décider s'ils veulent participer ou pas.

Étant donné le nombre de membres du GAC, on peut dire que nous avons obtenu un certain succès.

Nous espérons pour certaines régions, comme vous le savez, et la CTU est ici pour témoigner de leur expérience, ou la Commission de l'Union africaine également, si nous n'avons pas davantage de pays en développement ou de pays, de régions faiblement desservies, s'ils ne sont pas représentés ici, cela est dû à un problème de ressources. Ils ont des difficultés pour envoyer des gens qui puissent les représenter dans ces réunions.

Nous essayons, dans ces cas, de les tenir au courant de ce qui est fait dans la mesure du possible pour que, dans l'avenir, ils puissent renforcer leur participation si cela est possible avec l'aide de ce groupe de travail sur les régions faiblement desservies. Nous pourrions donc consacrer du temps aux besoins de ces pays qui n'ont pas les ressources ou les moyens de participer.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci Anne-Rachel.

pourraient se réunir dans un seul pays pour éviter de le faire dans chaque pays individuellement. Ensuite, en ce qui concerne la présence d'experts, je pense que ce serait plus faisable de le faire dans un pays, et que l'on regroupe le reste des pays, plutôt que de le faire dans chaque pays individuellement.

Ceci dit, nous avons également évoqué ce besoin de formation ou de renforcement des capacités et le fait que cela devrait répondre aux besoins spécifiques de ces régions ; ce groupe de pays qui se trouve dans un état de développement similaire pourrait nous dire quels sont donc les besoins en matière de renforcement des capacités.

Peut-être qu'on pourrait obtenir de leur part des informations par rapport aux besoins qu'ils ont en matière de formation, quels sont les sujets qu'ils aimeraient aborder.

Et ensuite, nous savons que beaucoup de ces pays, de régions faiblement desservies, sont similaires, et donc les formations pourraient être regroupées, car cela pourrait faciliter la préparation du matériel à partager ainsi que le fait d'envoyer des experts.

Permettez-moi de vous donner un exemple. J'ai été engagé par l'UIT pour faire un stage de formation adressé à cinq pays en développement qui souhaitaient devenir des membres de l'UIT, pour qu'ils puissent voir en quoi consiste le travail de l'UIT, etc.

Et j'ai fait cette formation pour les cinq pays. On a utilisé le même matériel pour ces cinq pays. Je suis allé donc au Rwanda, au Bangladesh, dans des pays d'Amérique latine, etc. Le matériel qu'on avait préparé a demandé un mois de travail ; il a été extrêmement utile. Nous avons enregistré les séances et les gens ont pu réutiliser ce matériel que nous avons préparé. Donc, j'ai pu alimenter les différentes formations à partir des expériences des autres pays. Par exemple, je disais que cette question était posée dans tel pays, est-ce que vous le même problème ?

Nous avons donc pu profiter de cette formation pour différents pays. Les ressources sont limitées.

Donc, il faut se baser sur les besoins spécifiques de ces pays et leurs priorités.

Ces pays faiblement desservis ont besoin de beaucoup de renforcement des capacités, mais il est sûr qu'il doit y avoir des questions plus urgentes que d'autres. Mais cela est différent du fait d'inviter ces pays à participer au GAC.

Mais le fait de les inviter au GAC ne résout pas le problème. Car le problème ici, c'est que quand ils commencent à participer aux réunions du GAC, ils sont complètement perdus, car nous abordons des sujets très complexes. Ils peuvent ne pas suivre. Il y a donc ce besoin d'essayer de préparer des documents, un

matériel pour qu'ils puissent savoir de quoi on parle dans ces réunions. L'utilisation des noms de domaine à deux ou trois caractères : quelle est la difficulté de ce problème ? Pourquoi cela est important, etc. ? Quels sont les avantages ? Quels sont les inconvénients ? Pour que ces gens qui rentrent dans le travail du GAC puissent comprendre quels sont les enjeux par rapport aux différents dossiers que nous abordons. Merci beaucoup.

PUA HUNTER:

Merci Kavouss. C'est très utile. Vos commentaires sont extrêmement utiles. J'aimerais revenir à notre plan de travail. Si vous voyez ce que nous avons préparé, vous voyez qu'il y a une enquête prévue pour identifier les besoins des régions faiblement desservies, voir quelles sont leurs priorités et à ce moment-là, on pourra leur fournir des stages de renforcement des capacités. En ce qui concerne le commentaire par rapport à leur participation au GAC, vous avez tout à fait raison. C'est un travail qui est compliqué. Je parle en mon nom propre. J'ai participé à plusieurs réunions et je ne comprends pas encore le travail complet de l'ICANN dans son ensemble. Donc, merci beaucoup de vos commentaires, Kavouss.

ALICE MUNYUA:

Wanawit.

THAÏLANDE:

Je souhaite également me faire l'écho de la proposition du Royaume-Uni sur les IGF nationaux et régionaux. Les réunions qui sont liées au travail du GAC. Eh bien, il faudrait participer aux groupes intercommunautaires et dans les communautés de ccTLD. J'ai personnellement participé à l'APTLD. Il serait peut-être nécessaire que le GAC soit présent dans les réunions de l'APTLD. Les communautés des ccTLD seraient un très bon canal de communication. En fait, on a fait des recherches là-dessus – je crois que Tracy s'en est occupé. Je crois que ceci est également inclus dans le plan d'action. Alors, on pourrait commencer à partir de là à identifier certains aspects qui seraient efficaces pour notre travail. Ces aspects sont inclus dans le document. Alors, travailler avec la communauté des ccTLD est étroitement lié à l'activité du GAC. Au moins les ccTLD devraient comprendre ces questions et présenter des questions auprès du GAC.

Nous travaillons avec le ccTLD de la Thaïlande en étroite collaboration et c'est eux qui nous aident à notre formation. Ils connaissent beaucoup de la question. Il faut donc travailler en collaboration avec la communauté des ccTLD et cela serait vraiment efficace pour le renforcement des capacités pour le GAC.

ALICE MUNYUA: Merci la Thaïlande. Vos contributions seront prises en compte.

NIUE: En premier lieu, c'est-à-dire le premier problème que nous trouvons, c'est celui de la connectivité. C'est une question très importante, une question qui est liée à la formation. C'est donc important de prévoir la communication entre les gouvernements et les ccTLD. Mais la question de la connectivité est vraiment centrale pour arriver au niveau du GAC et pouvoir y participer.

ALICE MUNYUA: Merci Niue.

INDONÉSIE: Merci Alice. Je voudrais ajouter quelque chose. Actuellement, l'ICANN travaille tellement bien que presque tous les pays, s'ils peuvent se connecter au réseau de l'IANA et possèdent cette infrastructure, peuvent se connecter très bien à Internet. Alors, du point de vue technique, les opérateurs d'IANA peuvent travailler avec les fournisseurs de services Internet dans tous les pays et parvenir à faire toutes les connections de l'Internet.

Un des problèmes gouvernementaux est le suivant : comment s'occuper du développement ultérieur de l'Internet dans leur propre pays ? Si nous analysons cela, nous voyons en premier lieu la question de la pénétration de l'Internet.

Cette question est déterminée par la pénétration des télécommunications, parce qu'elles vont ensemble. Le premier problème auquel un gouvernement a fait face est donc le développement des télécommunications et de l'Internet. Une fois que l'on arrive au réseau des télécommunications, le fournisseur de services Internet peut utiliser ce même réseau pour connecter son réseau Internet au réseau IANA et l'Internet fonctionnera sans aucun problème.

Si nous tenons compte de cet aspect, le rôle des gouvernements devrait être révisé encore une fois pour évaluer quelle est la position principale d'un gouvernement vis-à-vis du développement de l'Internet dans son pays. Il y a certaines questions à prendre en compte. En premier lieu, la pénétration des télécommunications. Puis, les ressources d'Internet, comme les gTLD, les ccTLD, l'utilisation de points quoi que ce soit, l'utilisation d'IPv6, etc. Mais ces aspects sont du ressort non seulement du gouvernement, mais du fournisseur de services Internet qui opère directement avec l'IANA pour obtenir des adresses IP, des noms de domaine dans le DNS, etc.

Puis, il faut voir le contenu. Mais ceci n'est pas du ressort de l'ICANN et de l'IANA. Cette question a été abordée dans le forum du FGI. Alors, lorsqu'on parle de régions faiblement desservies, on peut parler en parallèle de la manière dont les gouvernements peuvent soutenir le développement de l'Internet dans leur propre pays, parce que l'ICANN ne travaille pas directement pour la pénétration des télécommunications. On n'en parle pas au sein de l'IUT. Ceci est abordé au FGI. Alors, peut-être que si on parle des régions faiblement desservies, on pourrait parler des positions des gouvernements par rapport à cette question, pour contribuer au développement de l'Internet.

ALICE MUNYUA:

Je passe la parole à la Palestine.

PALESTINE:

J'aurais besoin du service d'interprétation simultanée. Bonjour. En premier lieu, je souhaite remercier tous les collègues qui ont abordé un si grand nombre de problèmes essentiels. C'est la deuxième fois que je viens dans une réunion avec mes collègues et j'espère bien pouvoir travailler conjointement pour résoudre tous les problèmes qu'il nous faut aborder, que les personnes doivent aborder à partir de l'utilisation de l'Internet. Je suis quelqu'un de très technique. J'ai beaucoup d'informations sur les nouveaux gTLD, sur l'IANA, sur la transition des fonctions

IANA, mais je ne connais pas suffisamment la manière de procéder de l'ICAN N par rapport aux organisations de soutien par exemple. J'aimerais donc avoir des précisions sur les aspects qui ont trait au travail de tous ces groupes techniques et qui ont trait aussi aux résultats du travail. Il faudrait aussi connaître la relation de ces groupes avec l'ICANN et savoir ce qu'ils doivent faire. Pour moi, c'est très difficile d'utiliser les acronymes. Il y en a tellement. Merci.

ALICE MUNYUA:

Merci de votre contribution. En fait, c'est l'un des objectifs de ce groupe des régions faiblement desservies, justement expliquer tous ces acronymes et voir ce que font les groupes de travail, les comités consultatifs, les organisations de soutien et voir comment tout cela est lié avec l'ICANN, le GAC, l'écosystème en général de l'ICANN. Je ne sais pas si Anne-Rachel veut prendre la parole.

ANNE-RACHEL INNE:

Merci beaucoup. La plupart de mes collègues des régions faiblement desservies sont ici présents et certainement, mes collègues du Moyen-Orient doivent être satisfaits d'aider au travail, parce qu'on est là pour expliquer ce que nous faisons. Alors, voilà Baher qui est là. Je ne sais pas s'il peut se mettre debout pour que tout le monde puisse le connaître. Baher est ici

dans ce but. On est là pour ça. Si vous avez besoin de comprendre de quoi on parle, et bien avec plaisir, nous vous aiderons. Merci.

ALICE MUNYUA: Vous voulez faire un commentaire ?

PALESTINE: Merci de votre réponse. Je suis en contact avec monsieur Baher, mais je crois qu'il faut travailler encore davantage. Par exemple, pour moi, c'est un problème de consulter la page du GAC. Je crois qu'il y a un problème technique qui doit être résolu très brièvement, dès que possible. Je travaille toujours en étroite collaboration avec Baher et son équipe. Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA: Merci. Comme nous l'avons dit, nous allons travailler pour former un kit d'outil où l'on explique tous ces processus. Merci de vos questions, parce que ceci nous aide à l'enquête pour évaluer quelles sont les questions ou les inquiétudes qu'il nous faut aborder pour ainsi vous aider à participer de manière efficace.

Comme Julia l'a mentionné, notre nouveau site web est en construction en ce moment. Là, il y aura un espace où l'on

expliquera les acronymes, les processus, les groupes de travail, les activités, et voir comment ceci est en rapport avec le GAC.

Merci encore une fois et je passe la parole à Kavouss. Puis, on va clôturer la séance.

IRAN:

Je vais être bref. Le problème des acronymes n'est pas un nouveau problème. Pendant de nombreuses années, ce problème a existé. La seule solution serait la suivante : à chaque fois qu'un acronyme apparaît pour la première fois dans un document, il faudrait indiquer la version complète et puis, répéter l'acronyme. Tout simplement ça. Si le lecteur ne sait pas quel est l'acronyme, il revient à la première page du document et il peut voir là que GAC signifie Comité consultatif gouvernemental. L'acronyme du GAC est simple. Il y en a d'autres plus compliqués. On peut aller sur Google, mettre l'acronyme ICANN et là, il y aura l'explication. C'est une autre manière de trouver une solution. Merci.

ALICE MUNYUA:

Merci de votre suggestion. Malheureusement, le temps disponible pour cette séance est fini. Nous vous remercions de vos suggestions, de vos commentaires. Je crois que nous allons faire la chose suivante : on va présenter notre travail au GAC

pour son approbation et puis, intégrer le texte au communiqué du GAC qui sera présenté au Conseil d'administration et à la communauté de l'ICANN pour parvenir à la mise en œuvre de ce plan de travail. J'espère que vous serez d'accord avec cette proposition et s'il n'y a plus de commentaires, nous allons clôturer la séance. Merci beaucoup et bonjour à tous.

TRACEY HIND:

Tracey de l'ACIG.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]